



**F.S.U. 15**

## Déclaration au CTSD du mardi 5 septembre 2017

En cette rentrée en fanfare, selon la volonté politique de nos gouvernants, nous ne pouvons que nous inquiéter fortement et craindre l'avenir...

Les mesures d'austérité qui apparaissent chaque jour, sapent inexorablement les mécanismes de solidarité, assurément très malmenée ses dernières années, torpillent l'emploi notamment des plus fragiles, des plus précaires, affaiblissent durablement notre service public, nos entreprises, nos territoires...

Les retraités ne seront pas épargnés et craignent pour une baisse substantielle de leur pouvoir d'achat.

Les collectivités sont asphyxiées et sont obligées, à leur tour de rogner le service qu'elles apportaient jusque-là.

Le candidat Macron nous avait promis la suppression de 120.000 fonctionnaires durant son mandat s'il était élu. Une chose est certaine : il ne nous décevra pas...

Dès le début, nous assistons à un démantèlement, à une casse du droit du travail et donc à rendre les salariés que nous sommes, encore plus flexibles, plus corvéables, plus jetables. Nos conditions de travail vont continuer à se dégrader. L'emploi a tout à y perdre : les agents du service public bien entendu aussi.

La suppression des contrats aidés est une catastrophe car cette tempête ultra-libérale va priver les personnels précaires de toute forme d'emploi et les écoles, collèges, lycées, centres-sociaux, centres de loisirs d'autant de moyens humains indispensables !

Les fonctionnaires sont eux aussi dans l'œil du cyclone : les salaires seront gelés, le jour de carence sera réinstauré, tout projet d'évolution de carrières sera remis en cause...

Localement, les inquiétudes que nous avons pointées en juin dernier, se vérifient hélas en cette rentrée :

- des écoles, éloignées, qui sont le dernier Service public dans leur commune, ne sont pas assez soutenues.
- les réseaux RASED affaiblis ne peuvent assumer leur mission... qui s'avère colossale et impossible à remplir.
- les remplacements sont absorbés par des congés longs : les personnels que nous

sommes ne sont pas à l'abri d'un pépin de santé. L'allongement des temps de travail et les tensions au travail en constante hausse ne pourront, hélas, qu'aggraver la santé des personnels.

Les remplacements courts seront encore moins assurés.

- le département est déficitaire en terme de personnel : ce serait justement l'occasion de regonfler les troupes en termes d'ETP !
- l'accueil des tout petits est très restreint.
- la formation initiale professionnelle et continue n'existe quasiment plus ou alors de manière homéopathique, réduite à sa plus simple expression.

Nous n'acceptons pas que nos obligations de service soient constamment sur la sellette : la tentation de l'Institution de réclamer des comptes à ses enseignants (les APC...) est une provocation. Notre mission d'enseignant, qui est en partie invisible, est très prenante, notamment en terme de temps de travail et d'énergie qui nous y consacrons.

C'est pourquoi, nous ne devons pas céder aux tentatives des services de la DASEN, de nous réunir le mercredi après-midi, seule demi-journée en dehors du temps devant élèves, que nous utilisons pour nous consacrer à notre famille, notre repos, nos loisirs... et aussi à la préparation de classe !!!

le secrétaire départemental,

Lionel Maury